

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Le thème du lait en poudre fait des vagues : ce 24 janvier, nous avons visité un entrepôt de lait en poudre à Herstal, en Belgique. L'European Milk Board avait invité des députés européens, des producteurs laitiers et des journalistes à se faire eux-mêmes une idée de l'intervention publique. Dans le plus grand entrepôt de Wallonie, les sacs de poudre de lait s'entassent jusqu'au plafond. Au total, quelque 12 600 tonnes de lait écrémé en poudre y sont stockées.

Les innombrables palettes remplies de lait en poudre n'offraient pas seulement une image impressionnante aux responsables politiques de l'UE et aux journalistes. Les producteurs de lait accompagnant la délégation étaient eux aussi sidérés face à cet entrepôt rempli de lait en poudre. Nous produisons à l'encontre des besoins du marché – la surproduction et la politique erronée de l'UE deviennent évidentes face à ces tas de poudre.

Quelque 380 000 tonnes sont stockées dans des entrepôts à travers l'Europe et perdent en valeur jour après jour. L'entrepôt d'Herstal représente uniquement 3% du volume total. Du lait en poudre qui, avec chaque jour qui passe, s'approche de sa date de péremption et dont personne ne veut.

Au total, 2 000 tonnes ont été vendues depuis le mois de décembre 2016. La dernière fois au prix plancher de 1 190 euros par tonne. Il est évident que cette poudre de lait pèse sur le marché et qu'au final les producteurs en souffriront les conséquences.

Le commissaire à l'agriculture Phil Hogan souhaite mettre fin à cette situation en cessant d'acheter davantage de lait en poudre dans le cadre de l'intervention publique. Le 29 janvier, les ministres de l'agriculture ont décidé de réduire à zéro l'intervention à prix fixe pour l'année 2018. De mars à septembre, l'UE achètera du lait en poudre uniquement par le biais d'appels d'offres. En d'autres termes, la poudre ne sera plus achetée dans l'intervention de manière automatique lorsqu'un certain seuil est atteint, mais il sera décidé au cas par cas s'il convient d'acheter de la poudre, en quelle quantité et à quel prix. Entre-temps, la production continue à plein régime...

Le commissaire à l'agriculture Hogan souhaite, par cette décision, aider le marché laitier. Il perd cependant de vue qu'il faut agir au niveau des volumes de production. Si seule l'intervention est suspendue sans qu'une réduction des volumes ait lieu, à l'avenir ce sera le marché laitier qui débordera.

M. Hogan serait bien avisé de revoir la Politique agricole commune et de mettre en place, sans délai, un programme de réduction des volumes qui permet de réagir en fonction de la situation de la production, tel que le Programme de responsabilisation face au marché de l'EMB !

Kjartan Poulsen, membre du Comité directeur de l'EMB et président du LDM Danemark

EMB bulletin février 2018

- Visite d'un entrepôt de lait de l'UE
 - Décision du Conseil sur l'intervention lait en poudre - Déclaration de l'EMB
 - Avec la suspension de l'intervention, la crise laitière est annoncée
 - Loi danoise du travail : les syndicats mettent les producteurs sous pression
 - Suisse: Projet Lait Durable de la Migros
 - Gestion de crise efficace dans l'UE – quels enseignements peut-on tirer de ces trois dernières années ?
 - Les 20 ans du BDM = 20 ans d'un engagement exceptionnel
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Visite d'un entrepôt de lait de l'UE

L'intervention de l'UE renferme actuellement une très grande quantité de lait en poudre, 380 000 tonnes. Afin de se faire une idée de ce que représentent ne serait-ce que quelques milliers de tonnes, des responsables politiques de l'UE et le conseil d'administration de l'EMB ont visité le 24 janvier l'entrepôt de lait en poudre de Vincent Logistics à Herstal, en Belgique. 12 600 tonnes de sacs de lait en poudre y sont actuellement entassées, en attente d'une utilisation future.

© EMB

De quoi l'intervention de l'UE est-elle raisonnablement capable, ou pas ?

Romuald Schaber, président de l'European Milk Board, ne cherche pas à diaboliser l'intervention en elle-même. « L'intervention permet certainement d'amortir et de redistribuer la surproduction saisonnière. Il est tout-à-fait utile d'amasser du lait en poudre lors des pics de production et de le revendre ultérieurement, dès que le marché a retrouvé son équilibre et que la demande augmente. Toutefois, selon le président de l'association européenne des producteurs de lait, l'intervention n'est pas un instrument de règlement de crise capable de maintenir à l'équilibre un marché chroniquement instable. Les entrepôts regorgeant de lait en poudre montrent clairement que l'intervention ne peut pas jouer le rôle d'instrument permanent de sortie de crise. Le lait en poudre est un obstacle à la reprise du marché dans le long terme.

L'European Milk Board s'engage en faveur d'une réduction générale des volumes d'intervention, actuellement fixées à 109 000 tonnes par an, et à une hausse simultanée du prix d'intervention. « La poudre d'intervention doit être vendue à un prix stable, la poudre ne doit donc pas être bradée », souligne Erwin Schöpges, membre belge du conseil d'administration de l'EMB. Il serait également envisageable d'éliminer les stocks actuels de manière alternative sans nuire au marché.

L'organisation réclame un instrument de sortie de crise inscrit dans la PAC et capable de lutter contre les instabilités chroniques du marché. Un instrument qui observe le marché et qui agit sur la production en cas de risque de crise, notamment en activant une renonciation volontaire aux livraisons et un plafonnage de la production pendant cette période.

Comme le réclame le commissaire européen à l'agriculture, Phil Hogan, dans ses directives pour la réforme de la PAC « L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture », ce qu'il faut c'est un cadre robuste pour le secteur agricole qui permette d'éviter les risques et les crises. Pour cela, il est indispensable de disposer d'instruments efficaces et adaptés. La vue des 12 600 tonnes de lait écrémé en poudre que renferme cet entrepôt de Wallonie n'a que trop montré aux producteurs laitiers et aux responsables politiques l'insuffisance du cadre actuel de la politique agricole commune.

Pour Bocar Diaw, le président de l'association sénégalaise FENAFILS - une organisation interprofessionnelle qui regroupe différents maillons de la chaîne - les rayons remplis de sacs de lait en poudre sont de mauvais augure : « Si l'UE envoie de grandes quantités de lait en poudre en Afrique de l'Ouest, que celle-ci provienne de l'intervention ou directement des transformateurs, cela se fera aux dépens de nos producteurs locaux. » C'est pourquoi les représentants de plusieurs États d'Afrique de l'Ouest et des producteurs européens avaient signé une déclaration dès octobre 2017 pour condamner les exportations massives de lait en poudre européen vers l'Afrique de l'Ouest. Le producteur de lait sénégalais a adressé dans ses mots de bienvenue un message clair aux responsables politiques européens présents : « La surproduction doit être régulée au sein de l'Union européenne. Arrêtez de déplacer le problème vers l'Afrique de l'Ouest ! »

Communiqué de presse du 24 janvier 2018

[Vidéo de la visite de de l'entrepôt de lait en poudre à Herstal](#)

[Photos de la visite de l'entrepôt](#)

Décision du Conseil sur l'intervention lait en poudre - Déclaration de l'EMB

Suite à la décision du Conseil Agriculture de réduire à zéro les volumes d'intervention pour le lait en poudre en 2018, l'European Milk Board fait la déclaration suivante :

- Étant donné qu'actuellement les stocks de poudre débordent et que les volumes stockés font pression sur le prix du lait, la décision du Conseil est compréhensible ;
- L'intervention peut résorber des excédents saisonniers, mais ne représente pas un instrument de crise adéquat – ce fait devient maintenant évident ;
- Cependant, s'il est uniquement mis fin à l'intervention sans réduire les quantités produites, le marché laitier déborde (au lieu des stocks de lait en poudre) ;
- **C'est pourquoi, en parallèle, un programme de réduction des volumes se révèle absolument nécessaire, afin de contrer la surproduction dans les mois à venir ;**
- **La politique européenne doit d'urgence créer un cadre législatif pour un programme de réduction efficace. L'EMB renvoie impérativement au Programme de responsabilisation face au marché. Cet outil permet d'observer le marché et d'agir sur la production lorsqu'une crise se dessine, en activant un programme de réduction volontaire de la production et en limitant les volumes de production au niveau de l'année précédente (2017) pendant la période de réduction.**
- Pour l'avenir, l'EMB appelle en outre à une réduction générale du volume d'intervention d'actuellement 109 000 tonnes par an en temps normal et, en même temps, à une augmentation du prix d'intervention;
- Les stocks d'intervention actuels doivent être réduits progressivement sans répercussions négatives sur le marché (utilisation comme aliments pour animaux). Les exportations de lait en poudre ne peuvent pas nuire aux marchés locaux dans des pays tiers.

Déclaration de l'European Milk Board du 31 janvier 2018

Avec la suspension de l'intervention, la crise laitière est annoncée

La suspension de l'intervention sur la poudre de lait maigre adoptée par le Conseil des ministres le 29/01/18 est une très mauvaise nouvelle pour les éleveurs laitiers et pour l'Europe. Elle va précipiter la crise et non pas l'éviter comme voudrait le faire croire la Commission.*

© Michel Sorin

*En effet l'intervention, dernier filet de sécurité pour soutenir les prix, s'avérait encore plus indispensable face à la surproduction laitière de ce printemps 2018. Annoncée fin janvier pour application au 1^{er} mars, cette suspension de l'intervention ne peut rien changer, ni sur les volumes de production, ni sur les fabrications de poudre des prochains mois. Par contre son coût est transféré du budget européen à celui des transformateurs qui assureront le stockage à leurs frais et ce sont les éleveurs qui paieront l'addition par la chute du prix du lait. **Reprenons l'analyse dans le bon ordre.***

1. La régulation de la production laitière est indispensable mais Hogan n'en veut pas.

La croissance de la production a repris en Europe et dans le monde alors que celle de la demande est revue à la baisse. Au cours du dernier trimestre 2017 la collecte des 28 pays de l'UE a dépassé de plus d'un million de tonnes toutes les prévisions. Et ce surplus d'un trimestre UE correspondrait à la croissance annuelle du marché mondial attendue pour la prochaine décennie, d'après les prévisions de la Commission elle-même, celle-ci reconnaissant enfin que le Marché Mondial n'est plus la voie royale pour ce secteur. Dans ce nouveau contexte, l'UE étant un des acteurs majeurs de la production laitière mondiale, la réduction temporaire volontaire ou obligatoire des livraisons permettant de mieux réguler les volumes et les prix devient incontournable.

Mais le Commissaire Phil Hogan pariant toujours sur le grand export, a refusé d'inclure cette mesure de régulation temporaire dans le règlement Omnibus malgré la demande du Parlement Européen et du Comité des Régions soutenant le PRM de l'EMB. Hogan n'a rien appris de la crise précédente: en 2015 il l'avait tout simplement niée; en 2016, il a privilégié le stockage massif de poudre plutôt que de limiter la collecte. Ce n'est qu'en juillet 2016 qu'il a enfin proposé une aide à la réduction volontaire de livraison, seule mesure efficace pour redresser les cours du marché. Elle fut aussi peu coûteuse (150 M € proposés, dont 110 M € utilisés) par rapport au milliard d'euros distribué par la Commission et plusieurs autres milliards distribués par les différents pays qui n'ont fait que prolonger la crise.

2. Aujourd'hui, la première mesure pour assainir le marché, c'est le dégageement des vieux stocks de poudre de lait qui pèsent lourdement sur les cours européens et mondiaux. Le retrait de ces stocks de poudre doit rester une mesure exceptionnelle et urgente pour corriger des mauvais choix faits en 2015 et 2016 en augmentant les plafonds de stockage pour l'intervention au lieu de réduire la collecte. Ces stocks étant bientôt *en limite de péremption* pour l'alimentation humaine il faut examiner toutes les solutions, du moins pour les 300 000 t de poudre les plus anciennes sur les 380 000 t stockées pour l'intervention. Il faut impérativement les sortir du marché classique et soutenir leur utilisation pour l'aide alimentaire mondiale et pour l'alimentation animale, en rendant son prix attractif pour les fabricants d'aliments pour bétail.

3. La suppression de l'intervention pour la saison 2018, sans les deux mesures précédentes, est non seulement contre productive, c'est une faute politique. Parce qu'il ne faudrait plus grossir les stocks, Hogan ferme la porte, sans se soucier des conséquences ou pire en affirmant des contre-vérités pour justifier l'injustifiable*. En suspendant l'intervention pour ce printemps pour nos surplus de « poudre fraîche », sans résoudre le problème des vieux stocks cela se traduira par une « double » chute du prix du lait, Hogan inflige une « double peine » aux éleveurs, alors que la responsabilité et la faute lui reviennent largement. Comment et pourquoi nos ministres de l'agriculture se sont-ils laissés piéger par cette proposition ultralibérale et cynique par ses conséquences immédiates? Le Conseil des ministres doit maintenant se racheter rapidement **en imposant le dégageement des vieux stocks et en restaurant l'intervention, puis en revenant à la charge pour remettre la régulation de la collecte au centre du débat.** Sinon les manifestations et les violences reprendront, fragilisant encore un peu plus les régions d'élevage; du pain béni pour les europhobes en cette année pré-électorale.

* CP du Conseil. «Afin d'éviter une chute des prix et partant une aggravation du niveau de vie des agriculteurs, la Commission a proposé et le conseil a décidé de renoncer à l'achat automatique de PLE » donc à l'intervention ! Depuis toujours le stockage public doit soulager le marché pour maintenir les prix mais avec Hogan ce serait l'inverse !

NB : Ce texte s'appuie sur une analyse plus complète diffusée le 22/01/2018 : [Comment éviter une nouvelle crise laitière en 2018 ?](#)

Loi danoise du travail : les syndicats mettent les producteurs sous pression

© [wikimedia commons](#)

se mettre d'accord.

Au Danemark, un régime spécifique est d'application sur le marché du travail. Les politiciens ont délégué la responsabilité du règlement de l'emploi et des salaires aux associations d'employeurs et de travailleurs qui sont appelées à

L'État ne prévoit donc aucun salaire minimum. Les travailleurs sont libres de se syndiquer mais les syndicats peuvent obliger les employeurs à signer une convention si, sur leur lieu de travail, des travailleurs sont engagés dans le secteur auquel elles s'intéressent. La convention peut être conclue par l'affiliation à une association d'employeurs ou directement avec le syndicat des travailleurs.

Jusqu'à présent, les agriculteurs ont pu vivre en paix, échappant au périmètre d'intervention des syndicats, mais leur intérêt à l'égard des agriculteurs prend rapidement de l'ampleur. Récemment, un procès dans le cadre de la législation spéciale du travail au Danemark a donné lieu à une décision selon laquelle un syndicat appelé 3F, qui organise des travailleurs engagés dans l'horticulture et l'agriculture, a le droit d'obliger des agriculteurs employant des travailleurs à conclure une convention.

Les conventions établissent un certain nombre de droits et détermine la rémunération, la pension, ainsi que d'autres conditions de travail, notamment les vacances et jours de congé. Ce sont surtout les dispositions sur les salaires et les pensions qui modifieront les conditions existantes. Actuellement, bon nombre de travailleurs reçoivent 15-17 euros au cours des premières années mais à l'avenir, l'agriculteur devra verser au minimum 22-25 euros pour les salaires, pensions etc.

Si un producteur laitier refuse de conclure une convention, 3F pourra empêcher l'agriculteur de livrer son lait à une laiterie danoise et le recours à l'application de ce droit sera activé si nécessaire. Jusqu'à présent, tous les agriculteurs contactés par 3F ont opté pour l'affiliation et respectent, donc, des règles plus strictes.

L'Association nationale des producteurs de lait danois a fait valoir que 3F ne peut prendre en otage la livraison de lait des agriculteurs dans son combat pour les travailleurs mais le tribunal a choisi d'ignorer cet avis et plus aucun pourvoi en appel n'est possible. Si vous estimez ces conditions simplement invraisemblables, nous nous rallions à votre point de vue mais telle est la situation au Danemark.

Kjartan Poulsen, Président du Landsforeningen af Danske Mælkeproducenter (LDM)

Suisse: Projet Lait Durable de la Migros

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable, ELSA (groupe industriel laitier de la MIGROS) a lancé en 2017 un projet de lait durable.

Depuis le départ, l'intention de la Migros était de créer un projet répondant à des critères de durabilité, sans cependant engendrer trop de modifications pour le gros des producteurs. Sachant que notre agriculture injecte davantage de calories en intrants et en énergie qu'elle en produit, il était à prévoir que le géant orange allait accoucher d'une souris. Mais non ! Sous l'aspect de la durabilité, c'est tout au plus un moustique minuscule qui a vu le jour.

Certes, avec des critères éthologiques, la pâture, la valorisation des fourrages de base, notamment indigènes, la promotion de la biodiversité, la limitation des concentrés et des antibiotiques, on est sur la bonne voie vers davantage de durabilité.

Mais ni la performance des vaches laitières de 8 ou 10 kg de lait par jour de vie, ni peut-être 2 à 3 cts supplémentaires par kg de lait ne garantiront la durabilité économique de la production laitière. Pour cela il est indispensable que le prix du lait payé au producteur couvre la totalité des frais de production qui, selon les calculs de la FAT, avoisinent un franc le kg.

S'agissant de la production laitière, il est évident que le bien-être de l'animal ait sa place dans le projet. Mais force est de constater que dans notre système mercantile mécanisé, robotisé et globalisé, le bien-être de l'animal est devenu absolument prépondérant, **au détriment de l'aspect humain et de l'être humain**, hélas !

Dans ce contexte, il faut une fois pour toutes rappeler aux ingénieurs et autres scientifiques (ainsi qu'aux fanatiques de la protection des animaux !) l'immense importance (souvent sous-estimée et négligée) qu'a le bien-être (aussi au niveau économique) du producteur pour le bien-être de l'animal ! Face à cette réalité du terrain, l'exigence que le bovin doit être inscrit à la BDTA avec un nom nous laisse perplexe!

Dans les Directives Lait Durable, on ne trouve pas un mot ni sur les intrants énergivores tels que carburants, engrais, phytosanitaires, ni sur le tassement de nos terres agricoles par des machines de plus en plus gigantesques. Et les contrats d'achat visant 12 mensualités à quantité égale vont à l'encontre d'une production de lait plus durable.

Bref : La durabilité dans son ensemble du projet n'est même pas une durabilité M-Budget extra-light, et le projet tel que présenté doit être considéré et dénoncé comme une monstre tromperie pour la consommatrice et du consommateur. Par contre, il faut bien reconnaître qu'il s'agit d'un superbe coup de marketing, laissant en passant au producteur quelques petites miettes.

Mais sachez : **Sans prix qui couvre les frais de production, il n'y a pas de durabilité !**

La Commission lait d'Uniterre, Suisse

Gestion de crise efficace dans l'UE – quels enseignements peut-on tirer de ces trois dernières années ?

(Berlin, le 18 janvier 2018) : Comme le montre clairement la situation dans le secteur laitier ces dernières années, une mesure de crise n'en vaut pas une autre. D'après le comité directeur de l'European Milk Board, qui a pris la parole lors d'une conférence de presse à Berlin à l'occasion de la Semaine verte internationale, il faut dès lors, à l'avenir, opter pour des instruments qui

ont un impact réel.

Au cours des dernières années, la Commission européenne a en effet pris toute une série de mesures pour atténuer les effets dramatiques de la libéralisation du marché : programmes d'aide de plusieurs millions d'euros, augmentation des plafonds pour l'intervention et possibilité pour les organisations de producteurs et les laiteries de planifier la production. Cependant, les mesures de crise mises en œuvre n'ont montré que très peu d'effet, contraignant ainsi les éleveurs à augmenter davantage leur production pour maintenir leur flux de trésorerie. Seul le recours au programme de réduction des volumes, qui permettait aux producteurs de réduire

volontairement leur production, a finalement marqué un tournant.

Quels enseignements concrets peuvent être tirés du passé ?

- Romuald Schaber, président de l'EMB, explique qu'après de nombreuses tentatives échouées, le commissaire à l'agriculture Phil Hogan a tapé dans le mille en lançant le programme de réduction de la production : « Nous avons besoin de mesures *adéquates*. Le programme de réduction a agi au niveau des volumes et, par une légère réduction des quantités produites, a eu un impact important sur les prix. » Selon M. Schaber, le programme a contribué de manière significative au relèvement du prix qui passa de 25,68 centimes le litre en juillet 2016 à 34,16 centimes le litre en juillet 2017. De plus, pour les producteurs de lait, la participation au programme était possible sans formalités excessives.

Selon Romuald Schaber, une analyse scientifique du programme de réduction des volumes (Fink-Keßler et Trouvé, 2017) montre en outre que la mesure a permis, grâce à une légère réduction, de maintenir les exploitations agricoles et de soutenir directement les exploitations en période de crise.

- Dans le passé, un recours démesuré a surtout été fait à *l'intervention*, qui en fin de compte servit uniquement à capter les excédents de la production libéralisée. Comme l'explique Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'European Milk Board, le stockage public en tant que tel est un outil efficace pour absorber les excédents saisonniers. « Cependant, le fait que la Commission européenne dispose actuellement de près de 380 000 tonnes de lait écrémé en poudre et ne sait pas quoi en faire, montre que cet instrument a été utilisé de manière totalement erronée. » Comme le souligne la vice-présidente, en cas de déséquilibre du marché, l'UE ne doit pas simplement reporter le problème en retirant temporairement du lait du marché par le biais de l'intervention, vu que plus tard ces volumes pèseront sur le marché. « Il faut donner des incitations pour éviter ces excédents en amont », explique Madame van Keimpema. Cela permettrait, selon elle, de tuer dans l'œuf des crises imminentes.

L'European Milk Board appelle à la mise en place d'instruments de gestion de crise efficaces et à l'ancrage dans la loi d'un programme permettant de réduire la quantité de lait en temps de crise. L'association des producteurs de lait se réfère à son [Programme de responsabilisation face au marché](#), basé sur une réduction volontaire de la production et un plafonnement de la production pendant la période de réduction.

Ce programme permettrait aux producteurs de réagir aux signaux du marché et d'ajuster leur production dès que le marché est en situation de déséquilibre.

Les 20 ans du BDM = 20 ans d'un engagement exceptionnel

L'EMB adresse au BDM ses félicitations et ses remerciements pour l'engagement exceptionnel de l'association à l'occasion de son 20^e anniversaire.

© BDM

Extrêmement constructive, collégiale et motivante : tous ces mots décrivent parfaitement notre collaboration avec le BDM. Le BDM est une composante importante de l'European Milk Board et, à ce titre, a largement contribué, avec ses organisations partenaires européennes, à la mobilisation paysanne internationale. Les agricultrices et agriculteurs ainsi que les collaboratrices et collaborateurs du BDM contribuent de manière décisive à faire avancer la politique laitière au niveau européen, que ce soit par des concepts importants comme le PRM ou par sa présence lors des actions européennes.

Nous vous remercions pour vos efforts et vous adressons *toutes nos félicitations pour ces 20 ans d'engagement exceptionnel !*

Silvia Däberitz (directrice de l'EMB)

Sieta van Keimpema (vice-présidente de l'EMB, Pays-Bas):

Cela fait déjà 13 ans que j'ai fait la connaissance des membres du BDM Nord, ainsi que de leur enthousiasme et de leur engagement. Un an plus tard, j'ai également rencontré le BDM Sud et son capitaine, Romuald Schaber. Depuis, les rencontres avec le BDM ont toujours été des moments lumineux. On y est entre amis. L'enthousiasme de ses membres me redonne toujours de l'énergie et du courage. Nous nous battons ensemble pour une noble cause !

Continuez ! C'est la différence entre un saumon mort et un saumon vivant : un saumon vivant nage à contre-courant afin d'atteindre son but – un saumon mort suit le courant. Nous ne pouvons pas suivre le courant tant que les producteurs de lait ne percevront pas un prix équitable.

Nous luttons ensemble depuis des années et je vous en remercie et vous souhaite beaucoup de succès au cours des 20 prochaines années !

Kjartan Poulsen (conseil d'administration de l'EMB, Danemark) :

Le BDM contribue activement au travail visant à informer l'UE de la situation sur le marché du lait et à la montrer dans la perspective des producteurs. Sans le BDM, il serait très difficile d'intégrer les éleveurs laitiers européens dans notre effort pour améliorer le sort des plus de 100 000 familles actives dans la production laitière.

Le BDM est une voix importante dans la production laitière européenne et dans les travaux de l'EMB. Par son expérience des petits et des grands producteurs, il apporte une contribution considérable à la coopération au sein de l'EMB.

Erwin Schöppes (conseil d'administration de l'EMB, Belgique) :

Chers collègues, c'est avec joie et honneur que j'ai lutté avec vous pendant toutes ces années pour des « prix couvrant les coûts et une rémunération décente de notre travail ». Ensemble et avec beaucoup d'énergie, nous atteindrons notre but. Nos actions à Bruxelles resteront dans les mémoires et sont certainement déjà passées à la postérité.

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

Roberto Cavaliere (conseil d'administration de l'EMB, Italie) :

Il y a 20 ans, des producteurs de lait partout en Europe ont commencé à s'organiser en mouvements autonomes afin de se défendre contre l'injustice de la politique européenne et les forces multinationales. Le BDM en Allemagne, l'APL en Italie et de nombreuses autres organisations dans d'autres pays se sont mises à défendre les véritables intérêts des producteurs.

Je souhaitais vous remercier tous pour le travail accompli ! Je peux résumer ce que nous sommes et ce que nous avons créé à l'aide d'une phrase célèbre de Mère Teresa de Calcutta. « Ce que nous accomplissons n'est qu'une goutte dans l'océan. Mais cet océan ne serait pas ce qu'il est sans cette goutte d'eau. » Cela signifie que nous pourrions peut-être faire plus, ou le faire mieux, mais que le BDM, ainsi que d'autres organisations européennes, a fait preuve d'un engagement de taille en faveur des producteurs de lait !

Pour conclure, je dirai encore un grand merci à Romuald qui est un bon leader et un homme fort et juste ! Il a soutenu de nombreuses luttes.

Toutes mes félicitations, tout mon respect et ma considération vont à l'ensemble du BDM !

Boris Gondouin (conseil d'administration de l'EMB, France) :

Nous serions beaucoup moins forts sans nos collègues allemands. Je souhaite au BDM de nombreuses années d'excellent travail, en attendant de vous retrouver pour de prochaines actions communes !

Vous pouvez nous trouver sur Facebook